Gouvernement du Québec
RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE

TERMINOLOGIE DE LA GESTION

VOCABULAIRE DE L'ÉCONOMIE

Deuxième édition provisoire

CE VOCABULAIRE A ÉTÉ PRÉPARÉ PAR

Madame Marie-Eva de VILLERS-SIDANI
responsable de la terminologie de la gestion
à la Régie de la langue française

avec le concours de

Monsieur Claude GERMAIN
de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal

Monsieur Marcel CÔTÉ
de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal

Monsieur Jean-Pierre PACAUD
de l'École Nationale d'Administration de Paris

Mademoiselle Sylvie DAIGLE
stagiaire à la Régie de la langue française

sous la direction de

Monsieur Jean-Claude CORBEIL
directeur linguistique de
la Régie de la langue française

PRÉFACE

La Régie de la langue française présente une deuxième édition, non modifiée, du Vocabulaire de l'économie afin de lui permettre de répondre aux nombreuses demandes de ses clientèles. Cet ouvrage est encore provisoire et soumis à l'enquête publique.

Le Vocabulaire de l'économie est édité dans la série "Terminologie de la gestion" même si le sujet traité déborde, à proprement parler, le cadre de la gestion des entreprises. La Régie entend ainsi regrouper tous les travaux qu'elle met à la disposition de la direction et du personnel des entreprises pour que celles-ci puissent s'administrer en français.

Nous souhaitons que cette édition provisoire contribue à faciliter l'usage de la langue française dans la gestion et l'administration des sociétés financières, industrielles et commerciales.

Le Directeur général

Jean G. LAVIGNE

Montréal, février 1975

ÉDITION PROVISOIRE SOUMISE À L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Cette édition provisoire comporte, du moins l'espérons-nous, les termes les plus couramment utilisés dans l'entreprise nord-américaine lorsqu'on y parle de questions relatives à l'économie, qu'il s'agisse des mouvements de capitaux, des ressources humaines, de l'état des marchés, de la production, de la taxation et nombre d'autres phénomènes qui influencent la vie économique de l'entreprise.

En soumettant cette étude à l'enquête publique, et plus précisément aux spécialistes des disciplines économiques, la Régie de la langue française souhaite un échange de vues fructueux au terme duquel se dégagerait un ensemble cohérent de données.

Les commentaires que nous attendons porteront sur:

- la justesse de la terminologie française proposée;
- la concordance entre les expressions anglaises et françaises;
- l'exactitude des définitions et des explications.

Nous vous prions de faire parvenir vos observations à Madame Marie-Eva de Villers-Sidani à la Régie de la langue française, 555, boulevard Dorchester ouest, 11e étage, Montréal 128, afin de nous permettre d'en tenir compte dans les éditions subséquentes.

RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE

vocabulaire de l'économie

NOTES

A

1. ABILITY TO PAY

1. capacité de payer
En matière fiscale, théorie tendant à fixer le niveau d'imposition en fonction du revenu, du patrimoine ou de la consommation d'un individu.

2. solvabilité
Le fait d'être solvable; possibilité de payer ses dettes.

2. ACCELERATOR

accélérateur
Rapport entre le coût de l'équipement nécessaire pour obtenir une certaine valeur de production et cette valeur.
Note: Le principe d'accélération est une théorie économique selon laquelle une augmentation de la demande implique une augmentation anticipée de capital. Cette variation de capital est appelée investissement induit.

coefficient de capital
V.a.: Investissement induit.

3. AD VALOREM TARIFF

tarif ad valorem
Se dit des droits de douane établis sur les objets importés, en proportion de la valeur de ces objets.

4. ADVERTISING

publicité
Dans un sens restreint, le mot désigne l'ensemble des techniques employées dans le commerce par une entreprise ou un groupe d'entreprises pour faire connaître un produit afin de provoquer un désir d'achat chez le consommateur éventuel et ainsi en développer la vente.

5. AFFLUENT SOCIETY

société d'abondance
Expression désignant la société dont l'ensemble des biens et des services produits serait susceptible de couvrir les besoins de tous les individus qui la composent. Elle correspond à la fin de l'état de rareté, au sens économique du terme.

6. AGGREGATE DEMAND

demande globale
La demande globale se définit comme la somme de toutes les demandes de biens et services sur tous les marchés d'un pays à un moment donné. Cette somme n'est pas une grandeur homogène, par suite de la diversité des biens, et doit, pour avoir un sens, s'exprimer en une seule unité, c'est-à-dire, en monnaie.

7. ALLOCATION OF RESOURCES

affectation des ressources
répartition des ressources
Procédure consistant à affecter une ressource, un revenu, à une utilisation particulière, choisie parmi d'autres.
ex.: affectation des ressources budgétaires, tantôt à des opérations de fonctionnement, tantôt à des opérations d'investissement.
Note: "Allocation" est un terme du langage administratif qui ne se dit que d'une aide en argent donnée par l'Etat aux particuliers formant une catégorie de citoyens.

8. ALTERNATIVE COST

V. Opportunity cost.

9. ANNUITY

rente
Revenu donné périodiquement en échange d'un capital aliéné ou d'un fonds affermé.

10. APPRAISAL

évaluation
Procédé de mesure de la valeur d'un bien.

estimation
Note: Il faut se garder d'employer le mot "estimé" pour désigner l'action de déterminer d'une manière approximative la valeur qu'on attribue à une chose.

11. APPRAISED VALUE

valeur estimative
Equivalence, approximativement calculée, d'un bien en monnaie.

12. ASSESSMENT

V. Tax base

13. AUTONOMOUS INVESTMENT

investissement autonome
Investissement dont l'origine est indépendante des variations du taux d'intérêt, du niveau de revenu ou de consommation. Des motifs d'ordre psychologiques (confiance dans l'avenir, anticipation de l'inflation) jouent vraisemblablement un grand rôle, quoique non quantifiable, dans l'explication de cet investissement autonome.
Note: On oppose souvent l'investissement autonome, qui a pour objet de relancer l'expansion en période de sous-emploi par une distribution de revenus, à l'investissement dérivé ou induit, qui se forme quand la distribution d'un pouvoir d'achat supplémentaire (dépenses de consommation ou de transfert) élargit le marché et incite les entreprises à s'équiper.
V.a.: Multiplicateur

14. AVERAGE COST

coût moyen
Le rapport coût total/quantité produite.

15. AVERAGE PROPENSITY TO SAVE

propension moyenne à épargner
Définit l'attitude des individus face à leur revenu: la propension moyenne à épargner est le rapport de l'épargne S et du revenu R.

B

16. BALANCE OF CURRENT ACCOUNTS

balance des opérations courantes
La balance des paiements courants rassemble le compte de biens et services et le compte de transferts unilatéraux (essentiellement vers divers organismes internationaux).

17. BALANCE OF PAYMENTS

balance des paiements
Ensemble des recettes et des dépenses, des débits et des crédits couvrant toutes les opérations de commerce effectuées entre un pays donné et les autres pays, entre les résidents de ce pays et les résidents des autres pays.

18. BALANCE OF TRADE

balance commerciale
balance de commerce extérieur
Déficit (importations moins exportations) ou excédent (exportations moins importations) couvrant les opérations du commerce international soumises aux statistiques ou au contrôle des douanes.
Note: Ne pas confondre avec la balance des paiements qui, elle, recouvre l'ensemble des opérations internationales.

19. BALANCED GROWTH

croissance équilibrée
Augmentation harmonieuse de la production, du revenu et de l'emploi dans un pays et sur une moyenne période, à l'abri des fluctuations cycliques affectant souvent les pays à croissance trop rapide.

20. BANK DEPOSIT

dépôt bancaire
dépôt en banque
Contrat par lequel une banque reçoit de ses clients en dépôt:
- soit des valeurs mobilières; le banquier moyennant une certaine rémunération se charge de réaliser pour le compte de son client diverses opérations sur les titres;
- soit des sommes d'argent, dont le banquier peut librement disposer, mais qu'il devra restituer à l'échéance convenue.

21. BANK OF ISSUE

V. Central bank

22. BANK RATE

taux d'escompte (de la banque centrale)
taux (officiel) d'escompte
Taux d'intérêt officiel qu'accordent les banques d'émission d'un pays.

23. BASE YEAR

année de base
On appelle année de base d'un indice, celle qui sert de référence pour mesurer, en valeur relative, la variation de la grandeur étudiée. De plus, afin d'éviter les décimales, la valeur obtenue est toujours multipliée par 100.

année de référence

24. BILL OF LADING

connaissement
Document rédigé par le transporteur et remis à l'expéditeur d'une marchandise. Il constitue un reçu; par ailleurs, il définit les termes du contrat auxquels est soumis le transport.

25. BOND

obligation
Titre de créance sous forme de valeur mobilière sur une collectivité publique (Trésor) ou sur une société privée, remboursable à terme et procurant un revenu fixe.

26. BRANCH BANKING

banques à succursales
Organisation du système bancaire de second rang de la plupart des pays développés, dans lequel les banques constituent un réseau d'agences susceptibles de drainer l'épargne des particuliers et des entreprises.

27. BREAKEVEN POINT

seuil de rentabilité
point mort
Le point mort désigne le niveau d'activité d'une entreprise pour lequel la marge sur frais variables couvre exactement l'ensemble des frais fixes de l'entreprise, à ce niveau d'activité, la Société n'enregistrera ni bénéfice, ni perte.
point critique

28. BUDGET DEFICIT

déficit budgétaire
Excédent des dépenses sur les recettes du budget d'un exercice donné.

29. BUDGET SURPLUS

excédent budgétaire
Excédent des recettes sur les dépenses du budget d'un exercice donné.

30. BUSINESS CONDITIONS

conjoncture
Ensemble des éléments qui déterminent la situation économique d'un pays à un moment donné.

31. BUSINESS CYCLE

cycle économique
Fluctuation récurrente de l'activité économique d'un pays, caractérisée par des phases d'expansion, de contraction et de crise, d'amplitude moyenne de sept à dix ans.
cycle conjoncturel
conjoncture
Par voie d'extension, le mot s'applique également à la situation économique elle-même, qui passe alternativement par des périodes de prospérité (expansion) et de crise (récession).

32. CALLABLE LOAN

V. Call loan

33. CALL LOAN

prêt à court terme
Se dit d'un prêt consenti pour un laps de temps restreint.

34. CALL MONEY

V. Call loan

35. CAPITAL EXPENDITURE

investissement
Opération consistant pour une administration publique ou pour une entreprise privée à transformer une somme d'argent en un bien d'équipement.
ex.: Une société fait un investissement en achetant au moyen de ses capitaux des machines-outils.
immobilisations
dépense d'investissement
dépense en capital

36. CAPITAL COEFFICIENT — V. Accelerator

37. CAPITAL GOOD — bien d'équipement
Machines et matériels nécessaires à la production; dénommés également biens d'investissement.
bien d'investissement

38. CAPITAL-OUTPUT RATIO — V. Accelerator

39. CAPITAL PRODUCTIVITY RATIO — V. Accelerator

40. CAPITALIZED VALUE — valeur de rendement
Valeur correspondant à la somme qui, placée à un certain taux d'intérêt, produirait un revenu égal au bénéfice de l'entreprise.

41. CENTRAL BANK — banque centrale
Banque qui jouit du monopole de l'émission des billets et de monnaie divisionnaire (fiduciaire).
Par ailleurs, quel que soit son statut - variable selon les pays - elle possède différents pouvoirs pour orienter la liquidité du système bancaire (taux de réserves obligatoires, réescompte); elle constitue donc un des principaux outils de politique économique.
banque d'émission

42. CHARTERED BANK — banque commerciale
Banque constituée en vertu de la loi canadienne sur les banques, dont sont exclues les caisses populaires, les caisses d'épargne, les coopératives de crédit, etc.
Note: L'expression "banque à charte" est un calque de l'anglais.

43. CLEARING HOUSE
CLEARINGHOUSE

chambre de compensation
La chambre de compensation est le lieu où se réunissent chaque jour les représentants des banques d'une même place dans le but d'échanger à due concurrence les effets et les chèques qu'ils sont chargés de recouvrer pour leur propre compte ou pour le compte de leurs clients ainsi que les ordres de versements.

44. COLLECTIVE BARGAINING

négociation collective

45. COMMON MARKET

Marché commun
Ensemble des pays européens (Allemagne fédérale, France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Grande-Bretagne, Irlande, etc.) ayant décidé la libre circulation des marchandises, des hommes et des capitaux entre leurs territoires, et ayant créé des organes exécutifs et législatifs communs (Commission, Conseil des ministres, Parlement européen, Cour de Justice).

46. COMPARATIVE ADVANTAGE

avantage comparé
Principe énoncé par Ricardo selon lequel les échanges entre deux régions, chacune spécialisée dans la production d'un bien, seront profitables aux deux si la spécialisation s'effectue pour celle des productions pour laquelle la région a une efficacité relative plus grande, quelle que soit par ailleurs l'efficacité absolue de chaque région dans la production des divers biens.

47. COMPARATIVE COSTS, PRINCIPLE OF

théorie des coûts comparés
Fondée sur la division internationale du travail, la théorie des coûts comparés (on dit encore coûts comparatifs ou coûts relatifs) tend à expliquer les conditions de l'échange international.
Ricardo, développant une idée de Torrens, montre que l'échange international est

possible et profitable pour deux pays non seulement quand il y a, entre eux, une différence absolue des coûts de production mais encore lorsque dans un pays, toutes les marchandises sont produites à un coût plus élevé que dans l'autre, à la seule condition qu'il existe une différence entre les coûts relatifs de ces marchandises à l'intérieur de chaque pays. Chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle sa supériorité est la plus forte et à demander l'autre à l'étranger.

48. COMPETITION

concurrence
Situation d'antagonisme et de rivalité des divers entrepreneurs sur un même marché. La concurrence parfaite ne se réaliserait que si le marché avait certaines caractéristiques (atomicité, transparence, libre accessibilité); ce qui n'est en fait jamais le cas.
Note: On commet un anglicisme quand on parle de "compétition".

49. COMPLEMENTARY GOOD

bien complémentaire
Du point de vue de leur consommation ou de leur utilisation aux fins de nouvelles productions, ils peuvent être complémentaires ou concurrents. Concurrents si l'utilisation de l'un (le bien A) exclut celle de l'autre (le bien B); complémentaire si l'utilisation de l'un suppose celle de l'autre.
Note: Au niveau des facteurs, la complémentarité est une contrainte pour le producteur. Elle s'oppose à la substitution qui, comparativement, accroît plutôt sa liberté.

50. CONSOLIDATION

fusion
Mode de concentration. Il y a fusion lorsque deux firmes ou plus décident de confondre leur patrimoine et de perdre leur identité juridique respective pour constituer une nouvelle entreprise de dimension supérieure et dont la productivité et la capacité concurrentielle puissent être améliorées.

51. CONSUMER

consommateur
Le consommateur est l'individu qui détruit un bien économique afin de satisfaire un besoin personnel. La destruction peut être plus ou moins longue: immédiate pour un bien fongible, très lente pour un bien de consommation durable (logement par exemple). L'ensemble des biens détruits pendant une période donnée constitue la consommation de l'individu.

52. CONSUMER GOOD

bien de consommation
Produits finis prêts à être consommés.

53. CONSUMPTION FUNCTION

fonction de consommation
Expression donnant le montant de la consommation nationale correspondant au niveau de production nationale.
Note: On observe, à court terme, que la proportion entre consommation et production nationale est à peu près stable. Cette proportion est appelée "propension moyenne à consommer".
A long terme, il n'est plus possible de supposer la constance des diverses propensions.

54. CONTRACTION

contraction
L'une des phases de la "fluctuation économique" caractérisée par la prédominance des mouvements de baisse des prix, des profits, des dépenses d'investissement, de la production, de l'emploi, du revenu et de la consommation.

55. COST-BENEFIT ANALYSIS

analyse coûts-avantages
Parmi les techniques nouvelles, il faut citer en particulier l'analyse de systèmes qui comprend l'analyse "coût-efficacité" (comparaison des coûts des projets alternatifs susceptibles d'obtenir un même taux d'efficacité dans la réalisation des objectifs prédéterminés) et l'analyse "coûts-avantages" (qui permet d'appécie la désirabilité de projets en énumérant et en évaluant tous les avantages et tous les coûts attachés aux différents projets; méthode des arbres de pertinence).

56. COUNTERVAILING POWER

pouvoir compensateur
Proposition selon laquelle toute entreprise industrielle monopolitique se heurte à la naissance d'une entreprise concurrente, à l'organisation d'un pouvoir syndical ou à la résistance des entreprises de distribution dont elle a besoin, etc., ces pouvoirs de réaction agissant comme compensateurs au pouvoir de l'entreprise en question.
Note: L'analyse aujourd'hui classique de Galbraith aux Etats-Unis souligne l'émergence, lors de la crise de maturité, de plusieurs pouvoirs compensateurs qui ont permis d'atténuer les risques de la concentration et de la centralisation du pouvoir économique. Le pouvoir contractuel des travailleurs se renforce, grâce au syndicalisme, et vient compenser celui de la direction des entreprises et de l'administration.

57. CRISIS

crise
Survenant après une période de prospérité, la crise se caractérise par la substitution brutale des mouvements de baisse à des mouvements de hausse: chute rapide des prix, du volume de la production et des revenus. Elle s'accompagne de chômage, de faillites et très généralement d'effondrement des cours boursiers.

58. CUSTOMS DUTY

droit de douane
Taxes auxquelles est soumise l'importation ou éventuellement l'exportation des marchandises.

59. CUSTOMS UNION

union douanière
Situation de plusieurs États ayant décidé d'unifier ou de supprimer les barrières douanières entre eux, en vue de créer une zone douanière homogène.
Note: L'union douanière est à distinguer de l'union tarifaire (zone de libre-échange) et de l'union économique qui est une union douanière à l'intérieur de laquelle les capitaux et les personnes peuvent circuler librement.

60. CYCLICAL UNEMPLOYMENT

chômage cyclique
Chômage causé par les crises. Celle de 1929 frappa environ 25 millions de chômeurs.

D

61. DAY-TO-DAY LOAN

V. Call loan

62. DEAR MONEY

V. Tight; money

63. DEBENTURE

débenture
Obligation non garantie.

64. DEBENTURE BOND

V. Debenture

65. DEFLATION

déflation
Baisse des prix liée à une augmentation du pouvoir d'achat de l'unité monétaire.
Note: Les périodes de déflation sont caractérisées la plupart du temps non seulement par une baisse des prix mais également par une baisse des salaires.

66. DEFLATIONARY GAP

écart déflationniste
Situation d'excès des flux réels par rapport aux flux monétaires.

67. DEPRECIATION

dépréciation
Perte de valeur de la monnaie nationale, résultant essentiellement d'une situation inflationniste de longue durée ou d'un déséquilibre prolongé de la balance des comptes, générateur de perte au change.

68. DEPRESSION

dépression
Phase de l'activité économique caractérisée par une diminution en termes absolus de la production et du revenu, par une augmentation du chômage et par une baisse des prix et des profits.
crise (économique)

69. DEVALUATION

dévaluation
Réduction de la valeur de l'unité monétaire d'un pays (c'est-à-dire équivalant à un moindre poids d'or).
Note: La dévaluation consiste à une réduction volontaire de la valeur de la monnaie intérieure en termes de monnaie extérieure.

70. DIMINISHING RETURNS, LAW OF

loi des rendements décroissants
Loi exprimant qu'à partir d'un certain niveau, la production supplémentaire, résultant d'augmentations égales et successives de facteurs de production, est de moins en moins grande.
loi des rendements non proportionnels

71. DISTRIBUTION OF INCOMES

répartition des revenus
Théorie générale de la répartition des revenus selon laquelle le revenu national se trouve être réparti soit entre les individus (répartition personelle), soit entre les facteurs de production (répartition fonctionnelle).

72. DIVISION OF LABOR

division du travail
Méthode de production dans laquelle chaque travailleur est le spécialiste d'une étape particulière du processus de production.

73. DOLLAR AREA

zone dollar
Ensemble des pays où le dollar est accepté comme moyen de paiement international.
Note: On a coutume de distinguer 4 zones monétaires:
- la zone sterling, constituée par les pays faisant partie du Commonwealth à l'exception de l'Australie, du Canada et de la Malaisie

- la zone dollar, comprenant tous les pays de l'Amérique du Nord, de l'Amérique Centrale et du Nord-Ouest de l'Amérique du Sud, ainsi que les Philippines et le Viêt-nam
- la zone franc, constituée par les pays qui faisaient partie de l'Union française, exception faite du Maroc, de la Tunisie et du Viêt-nam
- et la zone rouble, comprenant les pays faisant partie du COMECON (outre l'Union Soviétique, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie).

Les monnaies des pays qui appartiennent à une même zone monétaire sont convertibles entre elles.

74. DOLLAR BLOC — V. Dollar area

75. DURABLE GOOD — bien durable
Bien dont la durée de vie est supérieure à trois ans. Ces biens s'opposent aux biens non-durables ou semi-durables, dont la durée de vie est inférieure à trois ans.

E

76. ECONOMETRIC MODEL — modèle économétrique
Représentation symbolique et quantifiée d'un ensemble de phénomènes économiques, suivie d'un effet de vérification a posteriori.
Note: En économétrie on distingue plusieurs types de modèles:
- statique (de structure)
- dynamique (de fonctionnement)
- de prévision
- de décision

77. ECONOMIC CONDITIONS — V. Business conditions

78. ECONOMIES OF MASS PRODUCTION — V. Economies of scale

79. ECONOMIES OF SCALE

économies d'échelle
Le fait pour un agent d'avoir des coûts unitaires réduits par l'accroissement de son débit soit d'entrée (approvisionnement), soit de sortie (distribution-vente).
Note: Certaines de ces économies sont dites internes lorsqu'elles résultent d'un aménagement de la transformation de ressources en produits indépendamment des conditions d'entrée et de sortie proprement dites; les autres sont dites externes lorsqu'elles mettent en cause les relations de l'unité économique avec l'environnement.
économie de dimension

80. EFFICIENCY

1. efficacité
Relation entre une certaine quantité de produit et la quantité correspondante d'un ou plusieurs facteurs de production nécessaires.

2. efficience
Appréciation de l'efficacité et du rendement réel d'un effort. L'efficience, dans la mesure où la plupart des choix économiques ne peuvent être jugés que simultanément sous les deux angles quantitatifs et qualitatifs, ajoute à l'efficacité en ce qu'elle incorpore ce second aspect.
Note: Ce mot très utilisé il y a quelques années cède le pas à productivité.

3. productivité
Mesure de l'efficacité des facteurs de production, la productivité est un rapport entre une production et les moyens utilisés pour l'obtenir. Selon les agrégats utilisés, la productivité peut être en volume ou en valeur. Dans le premier cas, ce sont des quantités physiques qui sont mises en relation. Dans le second, des quantités monétaires.
Note: Très généralement, lorsqu'on parle de productivité sans autre précision, il s'agit de la productivité du travail.
rendement
Qualification d'une activité par le rapport entre son résultat et les efforts consentis pour l'obtenir.

81. ENTERPRISE — V. Firm

82. ESTABLISHMENT — établissement
Un établissement est un lieu aménagé pour une exploitation commerciale ou industrielle, magasin, bureau, usine, etc.: une entreprise de chemin de fer possède nécessairement un grand nombre d'établissements.

83. ESTIMATED COST — coût approximatif
Coût, approximativement calculé, d'un bien.
coût estimatif

84. EXCHANGE RATE — taux de change
Rapport entre l'unité monétaire d'un pays et le nombre d'unités monétaires d'un autre pays contre lesquelles cette unité peut être échangée.
cours du change

85. EXCHANGE RATE PARITY — parité du change
Lorsqu'il y a égalité des taux sur deux marchés différents, on dit qu'il y a parité de change.

86. EXCHANGE VALUE — valeur d'échange
Valeur attribuée à un bien, par rapport à un autre contre lequel il peut être échangé.

87. EXCHEQUER BOND — V. Treasury bond

88. EXPANSION — expansion
Mouvement général qui caractérise une économie en progression.
Note: Ce mouvement se caractérise par l'accroissement des investissements, de la production, des rémunérations salariales, des crédits en circulation, de la balance extérieure, des prix et de l'emploi.
essor

89. EXPORT

exportation
Ensemble des biens et services vendus par ce pays aux pays étrangers.

90. EXTERNAL TRADE

commerce extérieur
Ensemble des opérations commerciales entre une nation et l'extérieur, comprenant les importations et exportations de marchandises, ainsi que la fourniture de divers services.

F

91. FACE AMOUNT

V. Nominal value

92. FACE VALUE

V. Nominal value

93. FACTOR OF PRODUCTION

facteur de production
Ensemble des éléments intervenant dans la production de biens et de services.

94. FEDERAL RESERVE SYSTEM

"Federal Reserve System"
Système des banques centrales aux Etats-Unis

95. FIRM

1. entreprise
Organisme de production de biens ou de services, généralement à caractère commercial. Note: Ne pas confondre entreprise commerciale ou industrielle et établissement commercial ou industriel. Toute unité d'exploitation d'un commerce ou d'une industrie est une entreprise: une société de gestion, une blanchisserie et un commerce de courtier en assurance sont également des entreprises. Chacune des succursales d'une grande entreprise du commerce de l'alimentation, par exemple, est un établissement.

2. établissement
L'entreprise elle-même lorsqu'elle n'occupe qu'un seul lieu géographique.
Note: Lorsque l'entreprise possède plusieurs points de production ou de vente de ses biens ou de ses services, établissement désigne toute succursale, agence, filiale de l'entreprise établies dans un lieu distinct de cette dernière.

96. FISCAL POLICY — politique fiscale

97. FIXED ASSET — V. Fixed capital

98. FIXED CAPITAL — capital fixe
immobilisation
Actif constitué de biens de toute nature, meubles ou immeubles, acquis ou constitués par l'entreprise, utilisés durablement comme instruments de production.

99. FIXED COST — frais fixes
Ensemble des frais dont le montant ne dépend pas, sur un palier donné, du niveau d'activité de l'unité de production à laquelle ils s'appliquent. Appartiennent à cette catégorie les frais administratifs, les coûts d'assurance, le loyer.
coût fixe
frais généraux

100. FORECAST — V. Forecasting

101. FORECASTING — prévision économique
Acte par lequel on s'efforce de déterminer l'évolution future d'un ou plusieurs phénomènes économiques.

102. FOREIGN TRADE — V. External trade

103. FREE(-)TRADE

libre-échange
Abolition des barrières douanières. Circulation des marchandises en toute liberté d'un pays à l'autre.

104. FREE(-) TRADE AREA

zone de libre-échange
Zone au sein de laquelle ont été supprimés les tarifs douaniers.

105. FRICTIONAL UNEMPLOYMENT

chômage frictionnel
Chômage dû aux frictions, aux mouvements, à la rotation de l'emploi.

106. FULL EMPLOYMENT

plein emploi
Situation où la population active est occupée.

107. FUSION

V. Consolidation

G

108. GOVERNMENT BOND

obligation d'Etat
Emprunts émis par le Trésor, comportant un échéancier de remboursement et la garantie d'un taux d'intérêt souvent progressif, suivant l'échéance du remboursement.

109. GROSS NATIONAL PRODUCT (G.N.P.) (GNP)

produit national brut (P.N.B.) (PNB)
Le produit national brut est égal à la valeur monétaire de la production de biens et services d'un pays (y compris celle de ses fonctionnaires, évaluée forfaitement) pendant une période donnée (généralement l'année), avant la dotation aux amortissements pour le matériel utilisé à cette occasion.

110. GROSS PROFIT

bénéfice brut
Ventes moins achats.
profit brut

111. GUARANTEED ANNUEL WAGE

salaire annuel garanti
Rémunération minimale qui, d'après la loi de certains pays, doit être versée à tout ouvrier ou employé ayant travaillé régulièrement pendant une année.

H

112. HOT MONEY

capitaux flottants
Capitaux instables, qui passent d'un pays à l'autre, à la recherche des conditions économiques les plus sûres, les propriétaires craignant la main mise de l'Etat, une dévaluation, ou tout autre danger monétaire.

113. HOUSEHOLD

ménage
En langage statistique ou économique, désigne l'ensemble des personnes qui ont un foyer commun, un logement commun.

114. HUMAN CAPITAL

ressources humaines
Désigne l'ensemble des potentialités économiques représentées par l'homme en tant que facteurs de production.

I

115. IMPORT

importation
Biens et services achetés à l'extérieur par les résidents d'un pays.

116. INCOME EFFECT

effet de revenu
On désigne par effet de revenu l'effet du changement du prix d'un produit sur la demande de ce produit. La relation est en général une relation de proportionnalité inverse, encore que, pour certains biens d'extrême nécessité, l'augmentation du prix puisse se traduire par une augmentation de la demande.
V.a. Effet de substitution

117. INCOME TAX

impôt sur le revenu
Impôt direct dont l'assiette est constituée par le revenu imposable de chaque ménage.
Note: La terminologie française distingue les impôts des taxes. Les impôts proviennent du prélèvement sur le revenu des personnes physiques ou morales tandis que les taxes sont prélevées, pour la plupart, au stade de la production, de la distribution ou de la consommation. L'anglais nomme les prélèvements fiscaux, directs ou indirects "taxes".

118. INCOME VELOCITY OF MONEY

vitesse du revenu
vitesse-revenu
Taux, calculé par rapport à la masse monétaire, auquel celle-ci tourne au cours d'une année pour réaliser l'ensemble des transactions génératrices du revenu national.
V.a. Vitesse de circulation de la monnaie, vitesse-transaction.

119. INCREASING RETURNS

rendements croissants à l'échelle
Loi exprimant que l'augmentation de la production est plus que proportionnelle à l'augmentation des facteurs de production correspondants, dans l'hypothèse d'une meilleure organisation de la production (par exemple, au sein d'entreprises plus grandes).
V.a. Economies d'échelle

120. **INDUCED INVESTMENT**

investissement induit
La théorie économique distingue l'investissement induit qui est une réponse à un accroissement de la demande finale (principe d'accélération) de l'investissement autonome qui est fait à l'occasion du lancement d'un produit nouveau ou selon des plans à long terme.
V.a. Accélérateur

121. **INELASTIC DEMAND**

demande inélastique
Quand une réduction en pourcentage de P (prix) provoque une augmentation en pourcentage de Q (quantité) si faible que la recette totale (prix X quantité) fléchit, l'on parle de demande inélastique.

122. **INELASTIC SUPPLY**

offre inélastique
Les économistes ont recours au concept de "l'élasticité de l'offre" pour exprimer le pourcentage d'accroissement de la quantité Q offerte que provoque un pourcentage de hausse donné du prix P concurrentiel. Si la quantité offerte est rigoureusement fixe, comme dans le cas où les poissons périssables mis en vente sur le marché doivent être écoulés le jour même, l'on se trouve en présence d'un cas limite, celui de l'offre parfaitement inélastique.

123. **INFLATION**

inflation
Hausse des prix liée à une diminution du pouvoir d'achat de l'unité monétaire. L'inflation se produit tantôt par l'excès de la demande -l'offre réelle ne suffisant pas à satisfaire la demande-, tantôt par les coûts- l'augmentation du prix des matières premières, des salaires entraînant celle des prix de vente.

124. **INFLATIONARY GAP**

écart inflationniste
Excès des dépenses de consommation et d'investissement réelles (publiques et privées) sur le niveau théorique qu'elles devraient atteindre pour absorber aux prix courants l'ensemble des biens et services offerts.

125. **INTEREST RATE** — V. Rate of interest

126. **INTERNATIONAL LIQUIDITY** — liquidité internationale
Ensemble des moyens de paiements internationaux.

J

127. **JOINT PRODUCTS** — produits liés
Biens dont les productions varient parallèlement, en raison de leur complémentarité d'utilisation ou de la nécessité d'une fabrication simultannée; par exemple, automobiles et pneumatiques sont des produits liés.

L

128. **LABOR FORCE**
V.a. Working population — main-d'oeuvre
Ensemble des individus en âge, en état et en mesure de travailler.
travailleurs
Ensemble des personnes qui travaillent pour le compte et sous l'autorité d'autrui.
V.a. Population active

129. **LAWFUL MONEY** — V. Legal tender

130. **LEGAL RESERVE** — réserve légale
Réserve obligatoire constituée, dans les sociétés par actions et à responsabilité limitée, par une dotation au moins égale au vingtième du bénéfice net de l'exercice (diminué, le cas échéant, des pertes antérieures); cette dotation cesse d'être obligatoire quand la réserve légale atteint le dixième du capital social.
V.a. Réserve obligatoire

131. LEGAL TENDER

monnaie de cours légal
Tout moyen de paiement d'un pays qui doit, d'après la loi nationale, être accepté en paiement d'une dette exprimée dans l'unité monétaire du pays considéré.
cours légal
monnaie légale
monnaie libératoire

132. LIFE ANNUITY

rente viagère
Somme versée périodiquement à une personne sa vie durant, en exécution d'un contrat ou d'une décision judiciaire.

133. LIQUIDITY PREFERENCE

préférence pour la liquidité
Préférence que les individus sont censés avoir pour la monnaie.
Note: Trois raisons expliquent la préférence que les individus ou les entreprises accordent à la monnaie. Un motif de transaction, un motif de précaution et un motif de spéculation.
Le motif de transaction exprime la nécessité de détention de monnaie en vue d'effectuer des transactions échelonnées dans le temps. La quantité de monnaie demandée pour ce motif sera essentiellement fonction du niveau du revenu national.
Le motif de précaution tient à l'incertitude dans laquelle les agents économiques se trouvent placés quant à l'avenir. La quantité de monnaie demandée pour ce motif a tendance à décroître dans une société où la sécurité est assurée de manière collective et non plus individuelle.
Le motif de spéculation caractérise enfin une économie où les prix, ou certains d'entre eux, varient. La quantité de monnaie détenue dans ce but dépendra essentiellement des prévisions de prix.

134. LONG-TERM FORECAST

prévision à long terme
La prévision à long terme (supérieure à 5 ans - jusqu'à 20 ans) est la tentative de connaître au moins les grands traits de l'évolution d'un phénomène (économie nationale, entreprise..

M

135. MANPOWER — V. Labor force

136. MARGINAL COST — coût marginal
Accroissement du coût total qui suit l'accroissement du volume de production.

137. MARGINAL EFFICIENCY OF CAPITAL — efficacité marginale du capital
Rendement escompté d'un bien de capital, c'est-à-dire les revenus que l'utilisateur de ce capital espère en retirer pendant la durée d'utilisation et la vente de sa production, déduction faite des dépenses courantes de production.

138. MARGINAL PRODUCTIVITY — productivité marginale
La productivité marginale d'un facteur de production est le rapport de l'accroissement de production ΔP à l'accroissement ΔF du facteur de production nécessaire pour l'obtenir.

139. MARGINAL PROPENSITY TO SAVE — propension marginale à épargner
Rapport de l'accroissement de l'épargne et de celui du revenu.
V.a.: propension à épargner.

140. MARGINAL REVENUE — recette marginale
C'est la recette effectuée sur le "dernier" objet vendu.

141. MARGINAL UTILITY — utilité marginale
Aptitude à satisfaire un besoin de la dernière unité d'un bien disponible. Cette utilité est nécessairement la plus faible en raison du jeu de la décroissance des utilités.

142. MARKET PRICE

prix du marché
Le prix du marché est le prix pour lequel acheteur et vendeur sur un marché (ou encore demandeur et offreur) s'accordent à propos d'un bien ou d'un service.
Note: En économie libérale et régime de concurrence parfaite, il s'établit au point d'intersection des courbes de l'offre et de la demande.

143. MARKET VALUE

valeur marchande
Elle correspond au prix moyen probable que l'on pourrait obtenir par la vente d'un bien ou d'une entreprise en activité et dans son état actuel en cas de cession librement consentie.
valeur vénale

144. MEDIUM-TERM FORECAST

prévision à moyen terme
La prévision à moyen terme (1 à 5 ans) est désormais intimement liée à la planification (autoritaire ou indicative). Dans les deux cas, la planification implique la prévision.

145. MERGER

absorption
Opération de concentration dans laquelle une société absorbante sert de support juridique à une nouvelle entité regroupant les actifs et passifs d'une ou plusieurs sociétés absorbées et dissoutes. C'est pour l'absorbante une augmentation de capital d'un type particulier.
V.a.: Fusion

146. MONETARY POLICY

politique monétaire
Ensemble des mesures agissant sur le volume des liquidités et leur vitesse de circulation.
Ex.: les objectifs primordiaux de la politique monétaire sont la stabilité des prix, un degré élevé d'emploi et l'équilibre durable de la balance des comptes.

147. MONEY AT CALL — V. Call loan

148. MONEY AT SHORT NOTICE — V. Call loan

149. MONEY SUPPLY — masse monétaire
La masse monétaire est constituée par l'ensemble des unités monétaires en circulation dans un pays à un moment donné. Elle se compose des billets et de la monnaie divisionnaire (monnaie fiduciaire), des dépôts à vue (monnaie scripturale) et, éventuellement, des dépôts à terme dans les banques (quasi-monnaie).

150. MULTIPLIER (,INCOME) — multiplicateur du revenu
Coefficient qui, appliqué à la variation de l'investissement, détermine la variation du revenu correspondant.

N

151. NATIONAL DEBT — V. Public debt

152. NATIONAL INCOME — revenu national
Somme de tous les revenus (salaires, intérêts, profits...) distribués ou non pendant l'année au sein d'un pays. Le revenu national peut être calculé au prix des facteurs ou du prix du marché.

153. NATIONAL INSURANCE — V. Social security

154. NEAR MONEY

quasi-monnaie
Actif liquide non monétaire constitué principalement par les dettes ou engagements de certaines institutions financières. Les dépôts d'épargne, les dépôts à terme et les bons du trésor en sont les formes les plus courantes. Les quasi-monnaies ont sur la demande de biens et services une influence similaire à celle des autres types de monnaie.
Note: La quasi-monnaie se différencie de la monnaie scripturale ou fiduciaire en ce qu'elle n'est pas totalement liquide. Elle comprend les dépôts à terme dans les banques. Cependant, ces moyens de paiement ne deviennent parfaitement liquides que lorsqu'ils sont transformés en monnaie légale; d'où leur dénomination.

155. NEED

besoin
La notion de besoin est à la base de l'activité économique des individus et des sociétés. On peut définir le besoin comme la sensation chez l'individu d'un manque quelconque, ce manque devant être supprimé. Dans ces conditions la série des actes économiques, destinés à créer les moyens de production, ou bien à produire, distribuer, consommer, est tout entière fondée sur la notion de besoin.

156. NET PROFIT

bénéfice net
Bénéfice brut moins dépenses de gestion, frais généraux, frais de bureau, impôts, etc.
Note: Le bénéfice est dit net s'il est exprimé après prélèvement de l'impôt sur les sociétés.
profit net

157. NOMINAL VALUE

valeur nominale
Valeur inscrite sur une monnaie ou un effet de commerce, souvent différente de celle qui leur est attribuée dans la circulation.
Valeur inscrite sur un titre (action ou obligation) et qui est différente du cours en Bourse.
valeur au pair
pair
Se dit d'actions ou d'obligations émises à la valeur nominale.

158. NONDURABLE GOOD

bien non durable
Biens de production ou de consommation disparaissant par le fait d'une utilisation unique ou d'utilisations très peu nombreuses.
V.a.: Bien de consommation.

159. NONINSURABLE RISK

V. Uncertainly

O

160. OLIGOPOLY

oligopole
Situation d'un marché sur lequel un petit nombre d'entreprises offrent un bien ou un service à un grand nombre de clients demandeurs.

161. OLIGOPSONY

oligopsone
Par symétrie, la situation où ce sont les demandeurs qui sont en petit nombre face à une multitude d'offreurs s'appelle l'oligopsone.

162. OPERATING PROFIT

bénéfice d'exploitation
Différence entre le produit brut et les charges d'exploitation courante.
V.a.: Bénéfice brut

163. OPPORTUNITY COST

manque à gagner
Somme qu'aurait pu rapporter un capital, déjà investi, s'il avait été investi ailleurs.

164. OPTIMUM SOLUTION

solution optimale
Solution qui, selon un critère déterminé, est la plus favorable.

165. OPULENT SOCIETY

V. Affluent society

166. OVERALL DEMAND — V. Aggregate demand

167. OVEREMPLOYMENT — suremploi
Offres de travail plus importantes que les demandes.

168. OVER-FULL EMPLOYMENT — V. Overemployment

169. OVERHEAD COST — V. Fixed cost

170. OVER-INVESTMENT — surinvestissement
Désigne la situation d'une entreprise, d'une branche industrielle ou d'une économie nationale pour laquelle la demande est insuffisante à assurer la pleine utilisation de l'équipement correspondant.

P

171. PAR OF EXCHANGE — pair du change
Lorsque les deux monnaies sont métalliques, le pair du change est le taux de change qui correspond au rapport des poids de métal fin contenu légalement dans les deux monnaies.

172. PAR (VALUE) — V. Nominal value

173. PEAK — pointe
Moment où une activité, un phénomène atteint un maximum d'intensité.
sommet

174. PENSION — rente
Retraite dont le montant est uniquement basé sur celui des cotisations versées.

175. PRESENT VALUE

valeur actuelle
Valeur présente d'une somme S qui ne sera disponible que dans n années. La valeur actuelle de S est donnée par la formule

$$\frac{S}{(1+i)^n}$$

où i représente le taux d'intérêt qu'aurait pu rapporter chaque année la somme S disponible immédiatement.
valeur actualisée

176. PRICE ELASTICITY OF DEMAND AND SUPPLY

élasticité de l'offre et de la demande (par rapport au prix)
Variations de la quantité d'un produit offert ou demandé en fonction de son prix.

177. PRODUCER'S GOOD

bien de production
Ensemble des machines et du matériel nécessaires à la production.
capital
Synonyme de "biens de production" par opposition aux biens de consommation.

178. PRODUCTION FUNCTION

fonction de production
Expression donnant le montant de la production nationale déterminé par le niveau des variables causales qui ne sont autres que les facteurs de production: facteur capital et facteur travail.

179. PRODUCTION-POSSIBILITIES CURVE

V. Transformation curve

180. PROPENSITY TO SAVE

propension à épargner
Notion mise en lumière par Keynes qui distingue la propension à épargner et la propension à consommer. Les propensions à épargner et à consommer expliquent de quelle manière les consommateurs utilisent leur revenu. Ce sont des tendances.
barème d'épargne
V.a.: Propension moyenne, marginale à épargner.

181. **PROPERTY TAX**

impôt foncier
Impôt sur la propriété dont l'assiette est constituée par l'évaluation des propriétés bâties et non bâties.

182. **PUBLIC DEBT**

dette publique
La dette publique est constituée par l'ensemble des engagements de l'état à une certaine date. Cette dette publique est à court terme - bons du Trésor - (c'est la dette flottante) ou à long terme (obligations d'état).

183. **PUBLIC EXPENDITURE**

dépense nationale
Ensemble des charges de l'État telles qu'elles sont énumérées dans le budget. On peut les diviser en dépenses ordinaires ou extraordinaires, dépenses civiles et dépenses militaires, dépenses de fonctionnement et d'investissement.
dépense publique

184. **PUBLIC GOOD**

bien collectif
Bien de nature à être utilisé par un grand nombre d'individus. On peut citer comme exemple de biens collectifs, les réseaux de communication et de télécommunication, l'équipement hospitalier et d'enseignement.

185. **PURCHASING POWER**

pouvoir d'achat
Quantité variable de biens ou de services qu'on peut se procurer avec une même somme d'argent ou avec une même somme de travail.

Q

186. **QUASI RENT**

quasi-rente
Rente provoqué par l'inélasticité d'une offre résultant d'une inadaptation de courte période.

R

187. RATE OF INTEREST

taux d'intérêt
Rémunération payée en contrepartie de la mise à la disposition de l'emprunteur de cent unités monétaires pendant un an.

188. RATIONING

rationnement
Situation du marché d'un bien de première nécessité pour lequel les pouvoirs publics limitent la quantité disponible pour chaque individu au minimum nécessaire.

189. REAL ESTATE TAX

V. Property tax

190. REAL INCOME

revenu réel
Flux de biens et services exprimé en nature et non sous forme monétaire, reçu par un individu au cours d'une période donnée.

191. REAL WAGE

salaire réel
Le salaire réel est déterminé par le pouvoir d'achat de la monnaie et varie, pour un salaire nominal fixé, avec ce pouvoir d'achat.
Note: Ce terme s'oppose au salaire nominal qui est exprimé en argent.
pouvoir d'achat

192. RECESSION

récession
Mouvement général qui caractérise une économie en perte de vitesse.
V.a.: Cycle économique

193. RECOVERY

1. reprise
Phase d'une fluctuation économique suivant la récession et la crise et caractérisée par une croissance de la production, du revenu distribué, une diminution du chômage et une amélioration du climat psychologique parmi les agents économiques.

2. relance
Ensemble des mesures qui dans une période de stagnation ou de récession permettent de remettre sur la voie de l'expansion l'un, l'autre ou la totalité des secteurs économiques.

194. REGIONAL DISPARITY

inégalité régionale
Expression désignant l'état d'un pays dans lequel les différentes régions ne connaissent pas toutes le même niveau de développement de l'infrastructure, de l'activité économique et dont les populations n'ont pas atteint le même niveau de vie.
disparité régionale

195. REGIONAL MARKET

marché régional
Zone où se rencontrent offre et demande d'un bien ou d'un service et qui ne dépasse pas des limites géographiques assez restreintes.

196. REGRESSION LINE

droite de régression
A la suite de l'observation des couples de valeur de deux variables statistiques, représentés par des points dans un système de coordonnées cartésiennes, on calculera l'équation de la droite de régression de ces deux variables telle que la somme des distances des points à cette droite soit minimale.

197. RENT

1. rente
Surplus de revenu, une sur-rémunération due à l'inélasticité. Celle-ci peut tenir soit au caractère peu reproductible de certains facteurs, telles la terre, les aptitudes d'un artiste, etc., soit à l'inadaptation de l'offre à la demande pendant un certain temps.
V.a.: Quasi-rente

2. loyer
Somme d'argent qu'un locataire doit périodiquement verser au propiétaire, conformément aux clauses du contrat de bail.

198. REPLACEMENT COST — coût de remplacement
Prix d'achat d'une machine qu'il faut payer pour obtenir une satisfaction équivalente à celle donnée par un matériel usagé.

199. REQUIRED RESERVE — réserve obligatoire
Dépôt obligatoire de réserves, sous la forme de liquidités inscrites en compte courant ou par la souscription d'effets publics à court terme.
V.a.: Réserve légale

200. RESIDUAL VALUE — valeur résiduelle
Valeur pour laquelle figure au bilan un bien partiellement amorti.

S

201. SAVING
1. épargne
Fraction du revenu, individuel ou national, qui n'est pas affectée à la consommation.

2. épargne
Administration des dépenses telles qu'elles soient moindres que les recettes.

SAVINGS
3. épargne
Montant des sommes économisées.
économies

202. SCARCITY

rareté
Qualité de ce qui n'existe qu'en quantité limitée, insuffisante à la satisfaction des besoins correspondants.
Note: C'est la volonté de faire disparaître la rareté des biens qui explique l'activité économique.

203. SEASONAL UNEMPLOYMENT

chômage saisonnier
Réduction périodique des emplois dûe aux fluctuations saisonnières de la production de certaines industries.

204. SEASONAL VARIATION

variation saisonnière
Changements qui affectent, suivant la saison, les phénomènes économiques: baisse de la production industrielle en juillet-août, ralentissement de l'activité du bâtiment en hiver, accroissement des ventes au moment de Noël, etc.
mouvement saisonnier
fluctuation saisonnière

205. SELF FINANCING

autofinancement
Mode de financement selon lequel une entreprise transforme tout ou partie de ses bénéfices en capitaux d'investissement pour elle-même. Les sources de l'autofinancement proviennent donc, soit de bénéfices, soit d'amortissements réalisés et non réinvestis dans l'immédiat, soit encore de certaines provisions pouvant être considérées comme des capitaux propres.

206. SHORT-TERM FORECAST

prévision à court terme
Recherche de l'évolution, dans un futur rapproché (moins d'un an), d'un ou plusieurs phénomènes économiques.

207. SOCIAL SECURITY

sécurité sociale
Ensemble des mesures collectives destinées à améliorer la situation matérielle et morale de certaines catégories de la population (chômeurs, familles nombreuses, accidentés du travail, handicapés). Le concept de solidarité nationale sous-tend celui de Sécurité Sociale.

208. SOCIAL WELFARE

bien-être social
Etat de la société où la satisfaction éprouvée par chacun de ses membres serait maximale. Elle implique un niveau et une composition de la production orientés vers la satisfaction de besoins fondamentaux, une redistribution des revenus des plus riches aux plus pauvres.

209. SOFT GOOD

V. Nondurable good

210. SPECIALIZATION

spécialisation
Première forme de la division du travail. Chaque étape du processus de fabrication s'est distinguée des autres et a nécessité une main-d'oeuvre compétente.
V.a.: Division du travail

211. SPECIFIC TARIFF

tarif spécifique
Se dit des droits de douane fondés sur le nombre et le poids des objets, et non sur leur valeur.
V.a.: Tarif ad valorem

212. STABLE EQUILIBRIUM

équilibre stable
Caractérise un phénomène qui, lorsqu'il est légèrement modifié, tend à revenir à son état initial. S'oppose à la notion d'équilibre instable, qui désigne un état où la variation minime d'une condition de l'équilibre entraîne la disparition de ce dernier.

213. STANDARD OF LIVING

niveau de vie
Ce terme représente la quantité de biens et de services, tant matériels qu'intellectuels, qu'un individu peut se procurer en contrepartie de son revenu. Il désigne autant le mode, la qualité de la vie que le pouvoir d'achat. Il est à peu près homogène au sein d'une catégorie socio-professionnelle.
Note: L'expression "standard de vie" est un anglicisme.
V.a.: Revenu réel

214. STATE BANK

banque d'Etat
Qui tient sa concession d'un Etat particulier.

215. STOCK EXCHANGE

Bourse
C'est à la fois le lieu et le marché où s'effectuent les transactions relatives à certains biens.

216. STRUCTUREL UNEMPLOYMENT

chômage structurel
Chômage qui ne peut être refoulé par l'expansio générale de la demande nominale, mais que l'on doit attribuer à la formation insuffisante ou inadéquate des travailleurs, au manque de débouchés locaux, à des attitudes d'esprit erronées, dont souffrent les jeunes, les illettrés, les minorités, les habitants des régions déprimées et les professionnels éliminés par le progrès technique.
V.a.: Chômage technologique; chômage frictionn

217. SUBSTITUTE

succédané
Produit factice, préparé en vue d'être substitué à un autre produit, normal et marchand, avec lequel il présente une similitude plus ou moins parfaite et sur lequel il offre l'avantage d'un prix de revient inférieur.
ersatz

218. SUBSTITUTE GOOD

bien substitut
Bien qui peut être remplacé par un ou plusieurs autres sans que la satisfaction du besoin correspondant soit, pour l'usager, fondamentalement diminuée.

219. SUBSTITUTION

substitution
Opération de remplacement d'un facteur ou d'un produit par un autre capable de rendre les mêmes services ou des services analogues.

220. SUBSTITUTIONAL GOOD

bien substituable
Bien qui peut laisser la place à un ou plusieurs autres biens sans que l'utilité de l'usager n'en soit fondamentalement atteinte.

221. SUBSTITUTION EFFECT

effet de substitution
Effet du changement du prix relatif d'un produit sur la demande de ce produit, au profit ou aux dépends des produits substituts.
V.a.: Effet de revenu

222. SURROGATE

V. Substitute

T

223. TAX BASE

assiette (fiscale)
Détermination de la base de la matière imposable.
assiette (de l'impôt)

224. TAX INCIDENCE

1. incidence de l'impôt
Détermination de la personne ou du groupe social qui supporte finalement et réellement un impôt.
Note: L'impôt payé par un individu n'est pas forcément supporté par lui, c'est-à-dire n'entraîne pas nécessairement une diminution correspondante de son revenu; il peut, en effet, parfois le rejeter, en totalité ou en partie, sur d'autres personnes avec lesquelles il est en rapport d'échange. Le problème de l'incidence de l'impôt consiste à distinguer le contribuable de droit et le contribuable de fait.

2. incidence de l'impôt
L'incidence de l'impôt désigne la variation de prix auquel est offert un bien ou un service consécutivement à un changement de taux, d'assiette ou de modalité de recouvrement du ou des impôts qui s'y appliquent. On peut, par exemple, parler de l'incidence des droits de douane, de la taxe de vente.

225. TECHNOLOGICAL UNEMPLOYMENT

chômage technologique
Celui qui est dû aux progrès techniques, aux changements dans les processus ou les procédés de fabrication auxquels le travailleur n'est pas adapté.
V.a.: Chômage structurel, chômage frictionnel

226. TERMS OF TRADE

termes de l'échange
Relation entre les prix d'exportation et les prix d'importation.

227. TIGHT MONEY

resserrement monétaire
Se dit d'une politique qui, par divers procédés ("open market", augmentation des réserves obligatoires, relèvement du taux d'escompte, etc.) vise à diminuer la masse monétaire ou à limiter son augmentation, souvent dans le but de freiner la surchauffe économique et l'inflation.

228. TIME SERIES

série temporelle
Désigne, par opposition aux séries chronologiques, les séries qui visent à rechercher la relation entre deux phénomènes connus en fonction du temps et dans laquelle on élimine la variable T.
série chronologique

229. TOTAL COST

coût total
Ensemble des coûts partiels (fixes et variables).

230. TRADE CYCLE

V. Business cycle

231. TRADEMARK

marque de fabrique
Sigle ou appellation distinctive utilisé par un organisme pour identifier les biens ou les services qu'il offre.
marque déposée

232. TRANSACTION VELOCITY OF MONEY

vitesse-transaction
Les Banques Centrales calculent, au moyen des statistiques de la compensation des chèques et des données concernant le niveau des dépôts bancaires, des indices de la vitesse de la circulation de la monnaie fiduciaire, des dépôts à vue et à terme. Il s'agit alors de la vitesse-transaction, c'est le rapport entre l'ensemble des transactions des titulaires de compte (le mouvement des comptes) et le solde créditeur de ces comptes.

233. TRANSFORMATION CURVE

courbe des possiblités de production
La courbe des possibilités de production de deux biens A et B est le lieu géométrique des points dont l'abscisse représente le nombre d'unités du produit A, l'ordonnée le nombre d'unités du produit B qu'il est possible de produire simultanément, soit dans le cadre d'une entreprise, soit au sein d'une économie nationale.

234. TREASURY BOND

bon du Trésor
Titres de crédit accordés par l'Etat à ses porteurs. Ils matérialisent presque toujours un prêt à court ou moyen terme.
V.a.: Obligation

235. TROUGH

creux
Ex.: la phase de contraction fait place à celle d'expansion lorsqu'est atteint le point de passage (ou rebroussement) inférieur, baptisé "creux".
V.a.: Dépression, cycle économique

U

236. UNCERTAINTY

incertitude
Situation où l'avenir n'est pas prévisible, soit que les événements à venir (et les conséquences de ces événements) ne puissent être prévus avec certitude, soit qu'ils ne puissent même pas être probabilisés.
Est donc "incertain" tout événement dont l'originalité ou la faible fréquence empêche l'observateur d'établir les lois de probabilité de sa survenance.

237. UNDERDEVELOPMENT

sous-développement
Etat d'une société caractérisé par la faiblesse du capital investi et du revenu distribué, par l'insuffisance du régime alimentaire, la brièveté de la durée de vie humaine et l'importance de la population analphabète.

238. UNDEREMPLOYMENT

sous(-)emploi
Situation où la déficience de la demande effective (sous-consommation) et l'excès du volume de l'épargne par rapport aux occasions d'investissement (sur-épargne) suscitent, par ajustements successifs de l'offre à la demande, un processus cumulatif de réduction d'activité, qui ne permet plus d'employer le même volume de main-d'oeuvre: le sous-emploi est alors un corollaire de la surépargne (excès de l'épargne par rapport à l'investissement).

239. UNEARNED INCOME

rentes
Revenu annuel, quelle qu'en soit l'origine, à l'exception des revenus du travail.

240. UNEMPLOYMENT RATE

taux de chômage
Rapport du nombre de personnes sans emploi et désireuses d'en trouver un, à la population active totale.

241. UNIT COST

prix de revient unitaire
On obtient le prix de revient unitaire d'un produit en divisant l'ensemble des frais (fixes et variables) occasionnés pour sa fabrication, par le nombre total d'unités du produit ainsi fabriquées.

242. USE VALUE

valeur d'usage
Valeur d'un bien estimée en fonction de l'utilité qu'il représente.

243. VALUE ADDED

valeur ajoutée
Différence entre la valeur finale d'un bien et la somme des valeurs des biens incorporés au cours de son utilisation.

244. VARIABLE COST

frais variable
Ensemble des frais dont le montant est en relation avec le niveau d'activité de l'unité de production à laquelle ils s'appliquent. Les frais variables sont souvent proportionnels au niveau d'activité (salaires).

245. VELOCITY OF CIRCULATION

V. Velocity of money

246. VELOCITY OF MONEY

vitesse de circulation de la monnaie
Rapport entre la dépense nationale et la masse monétaire. Elle indique le nombre de fois qu'une unité de monnaie change de possesseur pendant la période considérée.

247. VERTICAL INTEGRATION

intégration verticale
Se dit à propos d'une entreprise qui exécute l'ensemble des opérations intermédiaires de fabrication pour une production donnée, depuis la matière première jusqu'au produit fini.
concentration verticale

W

248. WEALTH

richesse
Notion subjective définissant le caractère d'abondance des biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins humains.

249. WELFARE ECONOMICS

économie de bien-être
Domaine de l'analyse économique relative au bien-être social.

250. WHOLESALE PRICE INDEX

indice des prix de gros
Nombre caractéristique de l'évolution relative des prix de gros à partir d'une année de référence, à laquelle est attribuée la base 100. Cet indice est obtenu par pondération de prix de gros sélectionnés pour ceux des principaux articles commercialisés.

251. WINDFALL PROFIT

bénéfice inattendu
Profits involontaires et qui n'ont pas été prévus. Ils ont souvent pour origine un changement imprévisible du prix des biens.
profit inattendu

252. WORKER

1. travailleur
(1) Personne qui exerce une profession, un métier.
(2) Absolt. Les travailleurs: les salariés et spécialt. Les ouvriers de l'industrie.

2. ouvrier
Personne qui exécute un travail manuel, exerce un métier manuel ou mécanique moyennant un salaire; et (cour.) travailleur de la grande industrie.
Note: Le terme "ouvrier" a souvent une connotation sociale et politique (classe ouvrière et classe dirigeante, syndicats d'ouvriers, etc.) contrairement au terme "travailleur" qui réfère habituellement à l'ensemble des personnes qui travaillent.

253. WORKING POPULATION

population active
Ensemble des personnes exerçant une activité professionnelle, y compris les personnes momentanément sans travail pour une raison indépendante de leur volonté (maladie de courte durée, chômage). Les ouvriers, les artisans, les agriculteurs, les médecins, les militaires de carrière, par exemple, font partie de la population active.

INDEX DES TERMES FRANCAIS

Les termes de plus d'un mot sont classés dans l'ordre alphabétique du mot initial.

A

Absorption, 145.

Accélérateur, 2.

Affectation des ressources, 7.

Analyse coûts-avantages, 55.

Année de base, 23.

Année de référence, 23.

Assiette (de l'impôt), 223.

Assiette (fiscale), 223.

Autofinancement, 205.

Avantage comparé, 46.

B

Balance commerciale, 18.

Balance de commerce extérieure, 18.

Balance des opérations courantes, 16.

Balance des paiements, 17.

Banque centrale, 41.

Banque commerciale, 42.

Banque d'émission, 41.

Banque d'Etat, 214.

Banques à succursales, 26.

Barème d'épargne, 180.

Bénéfice brut, 110.

Bénéfice d'exploitation, 162.

Bénéfice net, 156.

Besoin, 155.

Bien collectif, 184.

Bien complémentaire, 49.

Bien de consommation, 52.

Bien de production, 177.

Bien d'équipement, 37.

Bien d'investissement, 37.

Bien durable, 75.

Bien-être social, 208.

Bien non durable, 158.

Bien substituable, 220.

Bien substitut, 218.

Bon du Trésor, 234.

Bourse, 215.

C

Capacité de payer, 1.

Capital, 177.

Capital fixe, 98.

Capitaux flottants, 112.

Chambre de compensation, 43.

Chômage cyclique, 60.

Chômage frictionnel, 105.

Chômage saisonnier, 203.

Chômage structurel, 216.

Chômage technologique, 225.

Coefficient de capital, 2.

Commerce extérieur, 90.

Concentration verticale, 247.

Concurrence, 48.

Conjoncture, 30, 31.

Connaissement, 24.

Consommateur, 51.

Contraction, 54.

Courbe des possibilités de production, 233.

Cours de change, 84.

Cours légal, 131.

Coût approximatif, 83.

Coût de remplacement, 198.

Coût estimatif, 83.

Coût fixe, 99.

Coût marginal, 136.

Coût moyen, 14.

Coût total, 229.

Creux, 235.

Crise, 51.

Crise (économique), 68.

Croissance équilibrée, 19.

Cycle conjoncturel, 31.

Cycle économique, 31.

D

Débenture, 63.

Déficit budgétaire, 28.

Déflation, 65.

Demande globale, 6.

Demande inélastique, 121.

Dépense d'investissement, 35.

Dépense nationale, 183.

Dépense publique, 183.

Dépôt bancaire, 20.

Dépôt en banque, 20.

Dépréciation, 67.

Dépression, 68.

Dette publique, 182.

Dévaluation, 69.

Disparité régionale, 194.

Division du travail, 72.

Droit de douane, 58.

Droite de régression, 196.

E

Écart déflationniste, 66.

Écart inflationniste, 124.

Économie de bien-être, 249.

Économie de dimension, 79.

Économies, 201.

Économies d'échelle, 79.

Effet de revenu, 116.

Effet de substitution, 221.

Efficacité, 80.

Efficacité marginale du capital, 137.

Efficience, 80.

Élasticité de l'offre et de la demande, 176.

Entreprise, 95.

Épargne, 201.

Équilibre stable, 212.

Ersatz, 217.

Essor, 88.

Estimation, 10.

Établissement, 82, 95.

Évaluation, 10.

Excédent budgétaire, 29.

Expansion, 88.

Exportation, 89.

F

Facteur de production, 93.

"Federal Reserve System", 94.

Fluctuation saisonnière, 204.

Fonction de consommation, 53.

Fonction de production, 178.

Frais fixe, 99.

Frais généraux, 99.

Frais variable, 244.

Fusion, 50.

I

Immobilisation, 98.

Immobilisations, 35.

Importation, 115.

Impôt foncier, 181.

Impôt sur le revenu, 117.

Incertitude, 236.

Incidence de l'impôt, 224.

Indice des prix de gros, 250.

Inégalité régionale, 194.

Inflation, 123.

Intégration verticale, 247.

Investissement, 35.

Investissement autonome, 13.

Investissement induit, 120.

L

Libre-échange, 103.

Liquidité internationale, 126

Loi des rendements décroissants, 70.

Loi des rendements non proportionnels, 70.

Loyer, 197.

M

Main-d'oeuvre, 128.

Manque à gagner, 163.

Marché commun, 45.

Marché régional, 195.

Marque de commerce, 231.

Marque déposée, 231.

Masse monétaire, 149.

Ménage, 113.

Modèle économétrique, 76.

Monnaie de cours légal, 131.

Monnaie légale, 131.

Monnaie libératoire, 131.

Mouvement saisonnier, 204.

Multiplicateur du revenu, 150.

N

Négociation collective, 44.

Niveau de vie, 213.

O

Obligation, 25.

Obligation d'Etat, 108.

Offre inélastique, 122.

Oligopole, 160.

Oligopsone, 161.

Ouvrier, 252.

P

Pair, 157.

Pair du change, 171.

Parité du change, 85.

Plein emploi, 106.

Point critique, 27.

Pointe, 173.

Point mort, 27.

Politique fiscale, 96.

Politique monétaire, 146.

Population active, 253.

Pouvoir compensateur, 56.

Pouvoir d'achat, 185, 191.

Préférence pour la liquidité, 133.

Prêt à court terme, 33.

Prévision à court terme, 206.

Prévision à long terme, 134.

Prévision à moyen terme, 144.

Prévision économique, 101.

Prix de revient unitaire, 241.

Prix du marché, 142.

Productivité, 80.

Productivité marginale, 138.

Produits liés, 127.

Produit national brut (P.N.B.) (PNB), 109.

Profit brut, 110.

Profit inattendu, 251.

Profit net, 156.

Propension à épargner, 180.

Propension marginale à épargner, 139.

Propension moyenne, 15.

Publicité, 4.

Q

Quasi-monnaie, 154.

Quasi-rente, 186.

R

Rareté, 202.

Rationnement, 188.

Récession, 192.

Recette marginale, 140.

Relance, 193.

Rendement, 80.

Rendements croissants à l'échelle, 119.

Rente, 9, 174, 197.

Rentes, 239.

Rente viagère, 132.

Répartition des ressources, 7.

Répartition des revenus, 71.

Reprise, 193.

Réserve légale, 130.

Réserve obligatoire, 199.

Resserrement monétaire, 227.

Ressources humaines, 114.

Revenu national, 152.

Revenu réel, 190.

Richesse, 248.

S

Salaire annuel garanti, 111.

Salaire réel, 191.

Sécurité sociale, 207.

Série chronologique, 228.

Série temporelle, 228.

Seuil de rentabilité, 27.

Société d'abondance, 5.

Solution optimale, 164.

Solvabilité, 1.

Sommet, 173.

Sous-développement, 237.

Sous(-)emploi, 238.

Spécialisation, 210.

Substitution, 219.

Succédané, 217.

Sur-emploi, 167.

Suremploi, 167.

Surinvestissement, 170.

T

Tarif ad valorem, 3.

Tarif spécifique, 211.

Taux de change, 84.

Taux de chômage, 240.

Taux d'escompte de la banque centrale, 22.

Taux d'intérêt, 187.

Taux (officiel) d'escompte, 22.

Termes de l'échange, 226.

Théorie des coûts comparés, 47.

Travailleur, 252.

Travailleurs, 128.

U

Union douanière, 59.

Utilité marginale, 141.

V

Valeur actualisée, 175.

Valeur actuelle, 175.

Valeur ajoutée, 243.

Valeur au pair, 157.

Valeur d'échange, 86.

Valeur de rendement, 40.

Valeur d'usage, 242.

Valeur estimative, 11.

Valeur marchande, 143.

Valeur nominale, 157.

Valeur résiduelle, 200.

Valeur vénale, 143.

Variation saisonnière, 204.

Vitesse de circulation de la monnaie, 246.

Vitesse du revenu, 118.

Vitesse-revenu, 118.

Vitesse-transaction, 232.

Z

Zone de libre-échange, 104.

Zone dollar, 73.

BIBLIOGRAPHIE

ANDERLA, Georges, Dictionnaire des affaires, Paris, J. Delmas et Cie, 1972

BOUDINOT, A, FRABOT, J.C., Lexique de la banque, de la bourse et du crédit, Paris, Entreprise Moderne d'Edition, 1970

CÔTÉ, Yves-Aubert, HARDY, Siméon, Termes comptables, français-anglais, anglais-français

GILPIN, Alan, Dictionary of economic terms, Londres, Butter worths, 1970.

HANSON, J.L., A dictionary of economics and commerce, Londres, MacDonald & Evans Ltd, 3e édition, 1969.

KETTRIDGE, J.O., Termes, locutions et pratique de commerce et de finance, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1969.

LAMBERT, D.-C., Terminologie économique et monétaire, Paris, Les éditions ouvrières, 1970.

MAILLET, Pierre, La croissance économique, coll. "Que sais-je?", no. 1210, Paris, P.U.F., 1969.

NEMMENS, Erwin Esser, Dictionary of economics and business, Littlefield, Adam & Co., 1967.

NICHOLS, Peter, VIBES, Pierre, Vocabulaire anglais-français, français-anglais de terminologie économique et juridique, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1971.

OLMI, A, JULY, F., Lexique du calcul économique et de l'économétrie, Paris, Entreprise Moderne d'Edition, 1970.

PÉRON, Michel, Dictionnaire français-anglais des affaires, Paris, Larousse, 1968.

PHELIZON, Jean-François, Lexique des termes économiques, Paris, La documentation pratique, 1970.

ROMEUF, Jean, Dictionnaire des sciences économiques, Paris, P.U.F., 1956.

SAMUELSON, Paul A., Economics, New-York, McGraw Hill Company, 8e éd., 1970.

SLOAN, Harold S., ZURCHER, Arnold J., Dictionary of economics, New-York, Barnes & Noble Books, 1970.

TAYLOR, Philip A., A new dictionary of economics, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1966.

TÉZENAS DE MONTCEL, Henri, Dictionnaire des sciences de la gestion, Paris Mame, 1972.

VAN HOOF, Henri, Terminologie économique, anglais-français, Munich, Hueber, 1967.